



Syndicat CGT du Conseil départemental du Gard
333 chemin Du Mas de Boudan – 30000 Nîmes
Tel : 04 66 76 95 70 ou 71
Portable : 06 07 99 36 85
Email : cgt@gard.fr
Site : www.cd30.reference-syndicale.fr
Facebook : [cgt.cdguard](https://www.facebook.com/cgt.cdguard)



Compte-rendu de la Formation Spécialisée du Comité Concernant l'étude d'impact sur la réorganisation de la DGADS du jeudi 8 février 2024 après-midi Salle Simone Veil – Maison du Département

➤ **Désignation du Secrétaire (CFDT)**

La CFDT désigne Lionel GROS parmi ses représentants en tant que nouveau Secrétaire pour l'année 2024.

➤ **Approbation du procès-verbal (pour avis)**

2024-FSC1-AV-1 PV de la séance du 08.12.2023 approuvé à l'unanimité

➤ **Point pour information**

2024-FSC1-I1 Restitution de l'étude d'impact sur le projet de réorganisation de la DGADS

La CGT demande à intervenir :

En préambule, la CGT est satisfaite du travail de qualité réalisé par le bureau d'étude In'Créa-CCF mais regrette que l'administration ne nous ai pas imprimé le rapport de l'étude d'impact en couleur rendant la lecture (des diagrammes) très difficile.

Après une année de secrétariat de la Formation Spécialisée par la CGT, année de formation, de découverte des responsabilités et du champ de mission de mandats d'élus représentants du personnel à la F3SCT, nous avons pu constater toute l'importance de la place du service Prévention

*Qualité de Vie au Travail (SPQVT) avec qui nous travaillons les situations et **nous regrettons que ce dernier soit en effectif restreint** face à l'ampleur du travail et des réflexions à mener ensemble.*

En effet, seules trois personnes représentent le service SPQVT lors de cette instance, la cheffe de service, un conseiller de prévention et le psychologue, pour une étude qui concerne plus de 1000 agents, presque 1/3 de la collectivité.

Mme PAPAÏS et M. NICOLAS présentent une synthèse de la restitution de l'étude d'impact demandée lors du CST du 16 juin 2023 par les représentants du personnel CGT et CFDT.

Cette demande faisait suite aux Heures Mensuelles d'Information intersyndicale du 9 mai, lors de laquelle plus de 250 agents réunis ont partagé leurs craintes et leurs revendications face à cette réorganisation issue du vote du schéma des solidarités. Ils ont décidé d'un mouvement de grève pour le jour du CST afin de porter leurs revendications à l'exécutif.

Les conclusions de cette étude font apparaître sans équivoque, **un rejet massif de cette réorganisation** par les agents.

Notre intervention suite à cette présentation :

“Pour la CGT, cette étude d'impact nous montre combien elle était nécessaire pour comprendre les points de crispation dans les services. Elle révèle que plus de 60% des agents estiment que la réorganisation aura un impact négatif sur leurs conditions de travail. D'autre part, l'impression partagée par les agents que les inconvénients actuels ne seront pas résolus par la réorganisation.

Pour la CGT, plusieurs questions s'imposent :

- 1. Envisagez-vous de stopper certains objectifs notamment le fonctionnement du personnel à moyen constant face à des équipes déjà fragilisées par le non-remplacement et le gel de certain poste ?*
- 2. Envisagez-vous une meilleure approche pour réduire le fossé existant entre les agents de la DGA et les autres agents notamment en termes de communication, d'information et de conditions de travail, santé et sécurité ?*
- 3. Envisagez-vous enfin de prendre en compte la spécificité des territoires entre urbain / rural et la réalité de terrain des agents ?*

4. *Envisagez-vous de remettre la formation permanente au goût du jour pour les agents ?* “

- (1) L'administration répond que le projet ne se fera pas par la grande réorganisation systémique tel que proposé mais par des ajustements organisationnels par étape présentés en CST. La publication des postes gelés réapparaîtra progressivement. Au sujet du personnel, M. Serre, Président de l'instance, informe, avec insistance, que les contraintes budgétaires de la collectivité peuvent avoir un impact sur les postes et que ce n'est pas au Département d'assumer le désengagement de l'Etat.

La CGT intervient pour rappeler l'importance d'avoir des équipes d'agents titulaires. Aujourd'hui, le recourt massif à des agents contractuels en situation précaire ne permet pas à ces derniers de s'investir sereinement dans leur poste, de bénéficier de plan de formation.

De plus, malgré les contraintes budgétaires, nous parlons de postes budgétisés.

Mme la Présidente du Département souhaitait, nous semble-t-il, “des services de proximité, services indispensables à la population”.

- (2) En ce qui concerne la communication, l'information et la concertation, l'administration reconnaît qu'il y a eu un manquement. Mme Papaïs explique que des concertations à des échelles de mille agents étant difficiles, un accompagnement à la concertation était nécessaire. En réponse à la question relevée concernant les risques sur la santé, la sécurité, et les Risques Psycho-Sociaux (RPS) révélés par l'étude d'impact, Mme Papaïs espère que les effectifs du SPQVT soient rapidement pourvus pour répondre à ces problématiques.

- (3) Concernant la prise en compte des spécificités des territoires et sur la réalité de terrain, M. Julien redit qu'ayant tenu compte de l'avis des agents d'après l'étude d'impact, il n'y aura pas de territoires imposés et à chaque territoire ses difficultés. Cependant, il rappelle que pour lui, au regard de l'évolution, au regard des changements, la polyvalence de secteur est un “puit sans fond par rapport aux demandes des usagers”. Ce projet à

l'échelle de la DGA pour redéployer les ressources n'a pas convaincu les agents par conséquent, ça va être par étape :
"Repartir avec des ajustements à l'échelle des équipes et des territoires. "

La CGT intervient en demandant en quoi la polyvalence de secteur est un puit sans fond sachant que c'est nécessaire pour un meilleur service aux usagers ?

M. Julien précise que pour lui la polyvalence de secteur n'est pas adaptée aux problématiques actuelles et clôture par "mais vous allez tout continuer comme aujourd'hui".

(4) Pour la formation, il informe simplement que des moyens sont prévus pour le futur sans préciser de montant ni de contour. Il prend acte notamment que 66% des agents ne pensent pas avoir besoin de tutorat.

Pour conclure, l'étude d'impact a permis à plus de 775 agents sur 1095 consultés de s'exprimer sur leur travail, sur le projet de réorganisation et mettre en avant ce qu'ils ressentent. Cette étude est très enrichissante et représente une photographie actuelle de cette DGA et constitue une base de travail d'amélioration pour l'avenir.

Cependant, il faudra être vigilant à ce que l'administration appelle "ajustements par étapes".

Cela démontre qu'ENSEMBLE nous sommes plus fort** car sans votre mobilisation du printemps dernier, cette réorganisation aurait été mise en place de façon accélérée.**